

Je viens de prendre connaissance des critiques acerbes de Pierre Vermeren et de Jean-Louis Margolin sur le film *Décolonisations* dans *Le Figaro* (16 et 21 octobre 2020) et la réponse circonstanciée de ses auteurs. Je suis atterrée par ce que révèlent ces critiques. Non pas nécessairement sur le détail des inexactitudes dont la principale m'a aussi sauté aux yeux, d'autant que mon rôle était de relire les textes en dernière analyse et qu'elle m'avait échappée, je plaide donc coupable. J'avais fait heureusement rectifier la qualification des événements de Thiaroye, dont les dernières analyses (dont l'excellente thèse publiée de Martin Moure¹) montrent bien qu'il ne s'agissait pas d'une rébellion, mais tout bêtement, hélas, d'une énorme bavure militaire : les officiers coloniaux, isolés depuis plusieurs années dans une A.O.F. restée tardivement vichyste, n'avaient pas compris que les soldats mécontents de ne pas recevoir leur paye n'étaient plus des « indigènes » à mater (pensez à la répression filmée dans *Afrique 50* de René Vauthier encore 6 ans après), mais des soldats qui avaient vécu quatre ans comme prisonniers en France et avaient appris en métropole qu'ils avaient des droits à défendre. Le service colonial a maquillé le forfait avec le consentement implicite de la hiérarchie. En regard de cet épisode, faire venir les tirailleurs massacrés depuis le débarquement de Provence au lieu de leurs camps de prisonniers (l'erreur du commentaire) est assurément fâcheux, mais n'a rien de scandaleux. Ils n'en étaient pas moins les uns comme les autres des tirailleurs noirs. Et je sais d'expérience, pour avoir participé de près à la fabrication des 4 films d'ARTE sur l'esclavage africain, que ce n'est pas toujours facile de résumer plusieurs siècles d'histoire en 4 films de 52 minutes chacun. On ne peut éviter ni choix, ni raccourci.

Compter le nombre de morts est aussi un souci et parfois une manie d'historien. Bien sûr, la précision est importante. Je m'étais faite moi-même il y a fort longtemps étrillée parce que je n'avais pas vérifié les sources sur un sujet que je connaissais mal ; j'avais repris pour la guerre d'Algérie le chiffre gonflé d'un million de morts alors que les spécialistes venaient d'expliquer « qu'ils n'étaient que » 300 000. C'est déjà bien trop... Les historiens discutent encore du nombre de morts dans l'insurrection malgache de 1947, et plus encore du nombre d'esclaves africains déportés ailleurs, pour lesquels on n'en est même pas au million près. Ce sont des recherches difficiles et l'on trouvera toujours à y redire, comme dans le cas présent le nombre de morts pendant la guerre d'Indochine, selon que l'on choisit comme critère les soldats morts au combat ou ceux morts à la suite des camps. Ce sont des sujets sérieux que je n'entends pas minimiser, mais ce n'est pas ce que révèlent les critiques du *Figaro* en pinaillant en « historiens » sur des éléments qui peuvent échapper au grand public.

¹ Martin Moure, *Thiaroye 1944. Histoire et mémoire d'un massacre colonial*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.

Ce qu'elles révèlent est bien plus grave : c'est la confusion entre histoire et politique. Cette confusion ne cesse de se répéter à propos de l'histoire de la colonisation. Le débat actuel rappelle fâcheusement l'accueil virulent réservé à l'ouvrage animé par Marc Ferro en 2003, intitulé, en clin d'œil au *Livre noir du communisme* : « *Le livre noir du colonialisme*² ». L'objectif de la recherche était défini dès l'introduction : montrer que, la colonisation étant l'expression d'un pouvoir étranger conquérant dominant voire exclusif, elle ne pouvait pas ne pas avoir donné lieu – comme toute autre autocratie – à des abus de pouvoir. Les adversaires firent comme si la thèse du livre était que « tout » dans la colonisation était abus. En 2006-2007, le candidat Sarkozy s'empara du mot pour animer sa campagne présidentielle, accusant ses adversaires de n'utiliser l'histoire coloniale que pour la dénigrer et faire « repentance », confondant ensuite de façon hélas pérenne morale et savoir. Toute analyse critique devenait une offense morale contre l'honneur français³.

Cela n'a pas changé d'un pouce. Or l'historien qui choisit un sujet le fait en conscience : il émet une hypothèse et va chercher à la conforter, ou non, grâce à ses sources et ses observations. L'hypothèse ici proposée est neuve dans l'historiographie française hexagonale, bien que pour les spécialistes elle tombe sous le sens : quatre siècles de domination coloniale (du XVII^e au XX^e siècle) ne peuvent pas ne pas avoir été un des facteurs majeurs de l'histoire française (économique, politique, culturelle...). « Un des » ne veut pas dire « le ». Mais comment comprendre l'histoire de la IV^e République, qui s'ouvre avec la guerre d'Indochine et se clôt par la guerre d'Algérie, sans intégrer la décolonisation ? Le film incriminé entend montrer, preuves à l'appui, que l'histoire de la colonisation ne fut pas un long fleuve tranquille, mais qu'elle fut au contraire souvent violente, parfois très meurtrière, et globalement mal vécue par les colonisés qui furent bel et bien « occupés ». Ce sont des vérités qui tombent sous le sens. Mais encore faut-il les dire et les montrer : dans toute occupation et à toutes les époques, il y a une minorité qui résiste, une autre minorité qui « collabore », et une grande majorité qui s'adapte pour survivre tant bien que mal. Jusqu'au moment où la situation devient invivable : il faut alors en sortir avec souvent beaucoup de casse. C'est ce que raconte ce film, avec une série remarquable de témoins sans fard, qui rendent compte de ces faits avec beaucoup d'honnêteté, comme ils les ont vécus. La vérité peut être dure à dire ou à voir, mais elle vaut mieux que les tabous, sources de toutes les dérives.

² Marc Ferro (éd.), *Le livre noir du colonialisme : XVI^e - XXI^e siècle, de l'extermination à la repentance*, Paris, Robert Laffont, 2003.

³ C. Coquery-Vidrovitch, *Enjeux politiques de l'histoire coloniale*, Marseille, Agone, 2009.

La violence des polémiques relève de deux facteurs : d'une part le refus de revoir l'histoire coloniale naguère contée comme une « épopée », devenue quasi taboue à l'école et donc explosive à partir de la fin de la guerre d'Algérie (1962) ; d'autre part la méconnaissance française du savoir non occidental. Celui-ci pâtit d'une grande ignorance, y compris de la part de ses originaires. Romain Bertrand a démontré, dans *L'histoire à parts égales*, l'importance, pour l'histoire connectée, de connaître aussi bien l'histoire des pays concernés que l'historiographie occidentale sur ces pays⁴. Comment comprendre les ressorts culturels et idéologiques de l'autre si l'on ne s'intéresse pas à son histoire telle que vue, enseignée et vécue de son côté ?

Ce vrai débat exige, de part et d'autre, patience et écoute, au lieu d'un face-à-face apparemment irréductible. Les commentaires publiés par *Le Figaro* ne sont que le reflet passionnel d'opinions politiques. Ce n'est pas recevable de la part d'historiens rigoureux.

Catherine Coquery-Vidrovitch
Professeure émérite
Université de Paris

⁴ *L'histoire à parts égales, Récits d'une rencontre Orient-Occident (XVIe-XVIIe siècle)*, Paris, le Seuil, 2011.